

ALERTE

39 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.

Communiqué de presse

Paris, le 16 mars 2016

Emploi : ALERTE vigilant

Le collectif ALERTE a noté avec satisfaction que trois de ses demandes ont été prises en compte dans les annonces faites autour de la loi El Khomri par le Premier ministre, le 14 mars.

La garantie Jeunes va devenir un droit universel, le besoin d'un abondement de 400 H pour le CPF des travailleurs les plus éloignés de l'emploi est enfin reconnu et une nouvelle possibilité de dotation du CPA sera liée à l'engagement citoyen.

Le collectif attend cependant des précisions sur la mise en œuvre de ces mesures, et leur financement. En particulier, il note que l'abondement du CPF est renvoyé à la négociation sur l'assurance chômage, ce qui signifie que la charge financière reposera sur les partenaires sociaux, ce qui n'est pas ce qui a été demandé. L'Etat doit en prendre sa part.

Enfin, ALERTE souhaite être associé aux négociations qui vont s'ouvrir sur la mise en œuvre de toutes les mesures, telle que la garantie jeunes, qui concernent directement les personnes que les associations membres du collectif rencontrent quotidiennement.

Contacts presse

François Soulage – 06 07 64 76 66 – alerte@uniopss.asso.fr
Valérie Mercadal – 01 53 36 35 06 / 07 – vmercadal@uniopss.asso.fr